



Le pétrole brésilien et la déstabilisation de la Bolivie

Par [Raúl Zibechi](#)

Mondialisation.ca, 20 novembre 2013

[La Jornada](#)

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Pétrole, Gaz de schiste, Énergie, Services de renseignements](#)

Le 12 novembre l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE) a publié à Londres le rapport « [Perspectives pour l'énergie mondiale](#) », dans lequel elle prévoit que la demande d'énergie va croître d'un tiers d'ici 2035, à cause du développement de la consommation de la Chine, de l'Inde et du Moyen-Orient. Parmi de nombreux sujets, le rapport aborde les différences régionales dans les prix de l'énergie et comment ce facteur peut limiter la croissance des économies.

Le pays vedette du rapport est le Brésil, auquel il consacre un chapitre en assurant qu' « *il est à l'avant-garde dans l'exploration en eaux profondes* » et dans les énergies qui ne proviennent pas de l'hydrocarbure, par ses importantes ressources hydroélectriques. Il avance que pour 2035 le Brésil « *deviendra un exportateur important de pétrole et un important producteur mondial d'énergie* », étant responsable « *d'un tiers de la croissance de l'offre mondiale de pétrole* ». L'agence internationale estime que « *les ressources du Brésil sont abondantes et diversifiées* », y coexistent les énergies renouvelables et les plus grandes découvertes mondiales de pétrole de la dernière décennie. Selon les estimations de l'IEA, qui coïncident avec les projets annoncés par Petrobras, la production de pétrole du Brésil progressera de 2.2 millions de barils par jour aujourd'hui jusqu'à 4.1 millions en 2020 et à 6.5 millions en 2035, ce qui le placera comme le sixième producteur mondial.

Le potentiel de l'énergie brésilienne ne s'en tient pas là. L'IEA assure que pour 2035 le Brésil sera responsable de 40 % du commerce mondial des biocombustibles, puisqu'il dispose des terres suffisantes pour augmenter ses cultures de canne à sucre pour fabriquer ensuite de l'éthanol, qui couvriront un tiers de la demande interne de combustibles pour le transport. « *Le Brésil est déjà le leader mondial dans les énergies renouvelables et est en voie de doubler sa production de combustibles renouvelables pour 2035* », explique le rapport, jusqu'à l'équivalent d'un million de barils par jour de pétrole.

Faire de ces projections une réalité impose des investissements gigantesques pour l'extraction du pétrole en eau profonde, de près de 60 milliards de dollars par an. Cette année Petrobras a installé neuf plateformes maritimes et a investi près de 50 milliards de dollars. L'agence de l'énergie estime qu'en 2035 Petrobras sera le leader mondial, avec 60% de l'extraction mondiale de pétrole en eaux profondes. De cette façon, le Brésil est le seul membre des BRICS qui combine une industrie puissante, avec un énorme secteur agroalimentaire et une production d'énergie élevée, qui le rendent moins vulnérable que, par exemple, la Chine.

Que pensent faire le Pentagone, le Commando Sur et le secteur financier des États-Unis devant cette situation qui défie, en fait, l'hégémonie de la superpuissance dans la région ?

Nous ne le savons pas avec exactitude, mais tout porte à croire à une déstabilisation croissante du Venezuela et d'autres pays qui sont clés pour entourer le Brésil de conflits, comme on essaie de le faire pour freiner la Chine et la Russie.

Un récent éditorial du *The Wall Street Journal* a dévoilé quelques objectifs non avoués mais plausibles. Dans sa colonne hebdomadaire l'éditorialiste Mary Anastasia O'Grady se demande : « Est-ce que la Bolivie est le nouvel Afghanistan ? (« [Bolivia's Descent Into Rogue State Status](#) » *The Wall Street Journal*, le 27 octobre 2013). L'éditorial est hallucinant et semblerait hilarant s'il n' avait pas été publié dans l'un des quotidiens les plus influents du monde, qui reflète la vision des élites du secteur financier et du secteur le plus belliciste des forces armées.

« Le pays andin s'est converti en un centre du crime organisé et en un port sûr pour des terroristes », stipule le sous-titre. L'article rappelle qu'après l'occupation soviétique l'Afghanistan s'est transformé dans « une couveuse du crime organisé », étant un lieu propice pour des personnes comme Oussama Ben Laden. « Quelque chose de pareil peut arriver en Bolivie. Le gouvernement est un défenseur des producteurs de cocaïne. La présence iranienne progresse ». Et ajoute qu'Evo Morales et Álvaro García Linera « ont commencé à construire un narco-état quand ils sont arrivés au pouvoir en 2006 ».

L'éditorial place des informations supposées à côté d'affirmations dignes d'une agence d'espionnage : « L'Iran peut avoir financé totalement ou partiellement la construction d'une nouvelle base d'entraînement militaire de l'Alba dans la région de Santa Cruz ». Il n'y a rien qui avalise ce « peut », pas plus que le fait que l'ambassade iranienne à La Paz aurait beaucoup de fonctionnaires.

La colonne de la semaine suivante fut contre le Brésil et son « *pur théâtre* » après avoir dénoncé l'espionnage US. « *L'appui à Cuba - soutient O'Grady - place le Brésil du mauvais côté de la géopolitique* » (« [Why the NSA Watches Brazil](#) » *The Wall Street Journal*, le 3 novembre). On peut toujours penser qu'il s'agit d'affirmations d'une personne peu sérieuse et, peut-être, comme le suggère la revue NACLA, presque délirantes. Mais O'Grady n'est pas n'importe qui, qui écrit dans un petit quotidien de province. Elle a travaillé pendant dix ans chez *Merrill Lynch* et fait partie la direction de la Rédaction du quotidien à grand tirage aux États-Unis d'Amérique.

Serait-ce un délire de penser que certains secteurs du pouvoir sont entrain d'arranger des opérations beaucoup plus ambitieuses que celles qui ont fait chuter Manuel Zelaya et Fernando Lugo, les ex-présidents du Honduras et du Paraguay ?

Impossible de le savoir précisément, mais il vaut mieux rappeler que l'un des points clefs de la stratégie des États-Unis pour se maintenir en tant que superpuissance consiste à empêcher la naissance de puissances régionales qui peuvent disputer sa place dominante.

Des analystes brésiliens admettent que la stratégie du Pentagone consiste à exercer une pression sur les frontières du Brésil en transformant ses voisins en « *États faillis* », la catégorie dans laquelle ils peuvent mettre à l'avenir des pays comme la Bolivie, et peut-être l'Argentine, le Paraguay et jusqu'à l'Uruguay avec l'excuse de la circulation de la drogue (selon la Note de [Defesanet](#), du premier novembre). Nous vivons une période de changements qui incluent des convulsions de toutes sortes. Il est nécessaire de nous préparer à les affronter.

Article original en espagnol : [El petróleo brasileño y la desestabilización de Bolivia](#), La Jornada, Mexico, le 15 novembre 2013

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Estelle et Carlos Debiasi, [El Correo](#). Paris, le 17 novembre 2013.



Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).

La source originale de cet article est [La Jornada](#)
Copyright © [Raúl Zibechi](#), [La Jornada](#), 2013

Articles Par : [Raúl Zibechi](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca